

Ventes d'armes françaises au Moyen-Orient: assumer et communiquer

Publié dans le numéro 49 de la LettreM.

A Paris, le débat sur les ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Emirats Arabes Unis, deux partenaires stratégiques de la France, se radicalise. Des ONG, qui vont jusqu'à accuser la France de complicité dans la guerre menée par la coalition saoudienne au Yémen, ont recours à la justice pour empêcher des livraisons d'armes à ces pays. Le Président Emmanuel Macron réagit en disant « assumer » ces fournitures d'armes à Riyad et à Abou Dhabi.

« L'Arabie saoudite et les EAU sont des alliés de la France. Et ce sont des alliés dans la lutte contre le terrorisme. Nous l'assumons totalement ». Emmanuel Macron, 9 Mai 2019

D'autres raccourcis conduisent à assimiler la coopération militaire entre la France et ses partenaires arabes à un soutien officiel aux régimes totalitaires. En Egypte, la France est présentée comme une force contre-révolutionnaire, comme le sont aussi ses partenaires saoudiens et émiratis. C'est un peu le cas aussi en Libye où la France est accusée de mal cacher son double jeu, en soutenant officiellement le Gouvernement d'Accord National soutenu par l'ONU, tout en appuyant le [turbulent maréchal Haftar](#) soutenu par Le Caire, Abou Dhabi et Riyad.

Les exemples de liens supposés entre l'engagement militaire français et les violations des droits de l'homme sont nombreux, surtout dans une zone où la culture démocratique est encore balbutiante. Mais les spéculations sur le rôle supposé de la France dans les guerres qui déstabilisent le Moyen-Orient, du Machrek au Maghreb en passant par [la Corne de l'Afrique](#) et le Golfe, sont souvent le fait de courants idéologiques qui servent à leurs publics un discours simpliste reprenant leurs fondamentaux doctrinaux.

Les ventes d'armes constituent un [outil de politique extérieure](#). Elles s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat politique, et stratégique même, entre la France et des pays arabes tels l'Arabie saoudite, les EAU, [le Qatar](#), le Koweït, [l'Egypte](#), etc. Ces ventes d'armes, ultra-réglémentées, répondent aux exigences des partenariats établis avec les pays clients, aux impératifs de sécurité et de politique extérieure, et à de nombreux autres paramètres dont des paramètres strictement mercantiles. Les réduire à la seule dimension guerrière est en soi un choix idéologique qui affaiblit les arguments les plus légitimes...

A Paris donc, le débat sur les exportations militaires françaises se limite aujourd'hui, pratiquement, à trois partenaires de la France : [l'Arabie saoudite](#), les EAU et [l'Egypte](#). Ces trois pays, parmi les plus dépensiers en matière de sécurité et de défense, ont en commun d'avoir des régimes autoritaires, d'être des alliés de Washington et de l'Occident, d'être [en lutte ouverte contre la confrérie des Frères Musulmans](#), et d'être en guerre. Ils sont surtout au cœur des enjeux régionaux. Ils sont en [guerre au Yémen](#), et, de manière moins visible, en Libye. Ils sont engagés

dans la guerre internationale contre le terrorisme islamique. Ils sont aussi aux premières lignes de la confrontation avec l'Iran, et aux premières lignes aussi des arrangements dictés par le deal du siècle entre Israéliens et Arabes.

A Paris, ce sont, en plus d'authentiques défenseurs de droits de l'homme et des libertés, des groupes de pressions noyautés par un mélange d'idéologies islamistes et révolutionnaires qui alimentent en bonne partie le débat sur les ventes d'armes à ces clients arabes.

Des pays comme [l'Arabie saoudite](#), [les EAU](#) et [l'Egypte](#), qui s'approvisionnent principalement auprès des industriels américains et occidentaux, peuvent s'offrir le luxe de compenser la perte éventuelle d'un fournisseur comme la France par d'autres fournisseurs anciens ou nouveaux. En les perdant comme clients de ses industries de défense, la France perdrait de son influence sur les dossiers les plus stratégiques de la région, et se verrait aussitôt doubler par la concurrence occidentale, russe, et chinoise. Sa balance commerciale avec ces pays et l'ensemble de la région en serait directement impactée, tout comme sa capacité à défendre ses propres intérêts et ceux de ses alliés sur la zone. La perte de ces marchés porteurs serait aussi un coup dur pour les industries technologiques françaises, pour l'emploi, et pour les moyens de R&D au service des forces armées. Encore une fois, tout cela se ferait sans aucun impact direct ou indirect sur les moyens militaires dont disposent les pays arabes concernés.

L'ouverture, à Paris, d'un front opposé aux ventes d'armes aux principaux partenaires et clients arabes de la France, semble servir, volontairement ou pas, les intérêts de la concurrence, notamment américaine, européenne, russe ou chinoise...